

Par Paul Nantulya

21 janvier 2025

Alors même que les pays africains se positionnent de manière à exercer une plus grande influence sur leurs partenariats extérieurs, ils cherchent aussi à recalibrer leurs partenariats stratégiques avec la Chine afin de promouvoir leurs propres intérêts.

Les relations Afrique-Chine en 2025 ont débuté par un voyage du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, sur le continent du 5 au 11 janvier. Depuis 1991, le ministre chinois des Affaires étrangères fait de l'Afrique la destination de son premier voyage diplomatique de l'année. Ce voyage marque la 57^e visite de M. Wang en Afrique depuis 2013.

Wang se rendra au Tchad, en République du Congo, en Namibie et au Nigeria. Le Tchad joue un rôle clé dans les efforts déployés par la Chine pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais essentiels dans les secteurs de la haute technologie et de l'énergie propre. La République du Congo est le nouveau coprésident africain du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). La Namibie est le principal partenaire maritime de la Chine sur la côte atlantique de l'Afrique, où se trouve la plus grande concentration de projets portuaires chinois. Le Nigeria représente l'engagement croissant de la Chine dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui inaugurera son nouveau siège construit et financé par la Chine en février 2025.

Cette tournée fait suite au neuvième sommet du FOCAC, qui s'est tenu en septembre 2024, et renforce les mesures politiques annoncées en juin lors du conclave ou plénum régulier à huis clos de la Chine, qui fixe les objectifs politiques. Le plan à moyen terme de la Chine, qui s'étend jusqu'en 2029, vise à développer ce qu'elle appelle la « diplomatie de grand pays », un terme que la Chine utilise pour décrire le statut de grande puissance qu'elle s'attribue. Entre autres priorités ce plan vise également à stimuler les chaînes d'approvisionnement mondiales de la Chine et à achever la modernisation militaire en cours. Les pays africains jouent un rôle central dans la réalisation de ces objectifs.

Voici quelques éléments à prendre en compte dans les relations sino-africaines en 2025.

OBJECTIFS CHINOIS

Mise en œuvre du plan d'action de Pékin du FOCAC (2025-2027)

Le FOCAC est le forum régional le plus ancien, le plus important et le plus régulier de la Chine et l'un des mécanismes utilisés par la Chine pour étendre son influence mondiale. Son dernier plan FOCAC présente 10 programmes, allant de l'industrialisation et de l'expansion des zones de libre-échange chinoises à la coopération policière et militaire. Les réunions du FOCAC en septembre ont été suivies de visites de hauts fonctionnaires chinois au Kenya, au Malawi, aux Seychelles, en Tanzanie, en Afrique du Sud et en Zambie. En novembre, le secrétaire général du PCC, Xi Jinping, s'est rendu au Maroc afin d'obtenir un soutien pour le nouveau programme du FOCAC.

En septembre, Pékin a accueilli le dialogue ministériel Chine-Afrique de l'Est sur le maintien de l'ordre et la coopération sécuritaire ainsi qu'un séminaire sur le forum Chine-Afrique pour la paix et la sécurité destiné aux formateurs militaires africains. En novembre, l'Ouganda a accueilli le sixième forum Chine-Afrique des doyens des facultés de droit. Le Tchad a organisé le forum énergétique de la cellule de réflexion Chine-Afrique en décembre. La marine de l'Armée populaire de libération (APL) a accueilli les chefs de la défense de l'Afrique de l'Ouest à Shanghai pour le deuxième symposium (réunion de spécialistes) sur la situation sécuritaire dans le golfe de Guinée, une région qui intéresse de plus en plus le PCC sur le plan sécuritaire.

Les autorités chinoises profitent de ces événements pour promouvoir leur modèle de gouvernance et travailler avec leurs homologues afin d'harmoniser leurs politiques avec celles de la Chine. En Ouganda, des fonctionnaires judiciaires et des juristes africains ont examiné comment les lois chinoises et africaines pouvaient être harmonisées pour élaborer l'initiative chinoise une Ceinture une Route, l'effort mondial de la Chine pour créer de nouveaux corridors commerciaux connectés à son économie. Au Tchad, des autorités africaines et chinoises du secteur des hydrocarbures et des dirigeants d'entreprises ont discuté de la mise en place de chaînes de production et d'approvisionnement en énergies renouvelables. Le forum a été organisé par une cellule de réflexion de la Société nationale du Pétrole de Chine, qui joue un rôle de premier plan dans la consolidation des chaînes d'approvisionnement mondiales de la Chine dans le domaine de l'énergie.

Le plan d'action de Pékin du FOCAC (2025-2027) recommande également à la Chine et aux pays africains de coordonner leurs positions au sein des institutions multilatérales. Ce plan continuerait à mobiliser la participation africaine à l'architecture institutionnelle mondiale alternative que la Chine a créée au cours des 20 dernières années. De même, le soutien diplomatique africain continuerait d'être mis à profit pour soutenir la Chine aux Nations unies et dans d'autres organismes multilatéraux. Ce plan donne également la priorité à la mise en œuvre de l'Initiative pour la sécurité mondiale (GSI), de l'initiative de développement mondial (GDI) et de l'initiative de civilisation mondiale (GCI) – un triptyque de concepts qui sous-tendent les efforts de la Chine pour promouvoir d'autres normes et pratiques mondiales.

Au moment où les pays africains de manière générale cherchent à maintenir des liens cordiaux avec la Chine pour les avantages qu'ils peuvent en tirer, ces initiatives visent à obtenir le soutien de l'Afrique aux efforts de la Chine pour remodeler les normes mondiales. Les leaders d'opinion africains rappellent régulièrement aux gouvernements du continent qu'ils préfèrent éviter d'être entraînés dans des blocs concurrents en cherchant plutôt à diversifier leurs partenariats stratégiques.

Sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales

L'Afrique joue un rôle de plus en plus important dans les efforts déployés par la Chine pour contrôler les chaînes d'approvisionnement mondiales en énergie propre. Les entreprises chinoises représentent 8 % de la production minière totale de l'Afrique. Ce

chiffre est nettement inférieur à celui des entreprises occidentales. L'entreprise minière Anglo American représente à elle seule plus du double de cette part. Toutefois, depuis 2019, le nombre de mines détenues par la Chine en Afrique a augmenté de 21 %. En 2024, les entreprises chinoises ont réalisé d'importantes acquisitions minières de cuivre au Botswana et en Zambie, de cuivre et de cobalt en République démocratique du Congo et de lithium au Zimbabwe et au Mali, parmi d'autres nouvelles opportunités.

Le portefeuille de projets portuaires de la Chine est essentiel pour ces chaînes d'approvisionnement. Les entreprises chinoises participent à 62 projets portuaires africains : 33 en Afrique de l'Ouest, 17 en Afrique de l'Est, 4 en Afrique du Nord et 3 en Afrique australe. Parmi les initiatives importantes des entreprises d'État chinoises en Afrique en 2025, figurent la rénovation du chemin de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA), long de 1 860 km, qui aboutit au port de Dar es-Salaam, l'exploitation du nouveau terminal à conteneurs du port égyptien d'El Dekheila, l'exploitation du port en eau profonde de Lekki au Nigeria et l'exploitation d'un terminal dans le port égyptien d'Abu Qir dans le cadre d'un accord avec la marine égyptienne.

Consolider les liens entre les partis politiques et le gouvernement

Après l'Asie et l'Europe, l'Afrique est la troisième région la plus importante pour la Chine en matière de travail entre partis politiques en termes de fréquence des échanges de haut niveau, de visites d'étude et de la construction du parti pour cultiver des réseaux politiques et personnels avec les décideurs, les personnes d'influence et les loyalistes du régime. Le département international du PCC (DI-PCC) entretient des liens avec 130 partis politiques et partis d'opposition africains, les différentes écoles du PCC se relayant pour leur formation.

L'expansion des écoles et des programmes de formation du parti et des gouvernements africains financés par le PCC est une évolution à surveiller en 2025.

Le plan 2025-2027 du FOCAC vise à former 1 000 responsables de partis africains et à organiser des échanges réguliers pour les parlements et les gouvernements locaux. Depuis le sommet du FOCAC en septembre, le DI-PCC a eu des échanges avec de hauts responsables de partis et de gouvernements d'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Égypte, d'Éthiopie, du Kenya, du Maroc, du Rwanda, des Seychelles, de la République du Congo, du Togo, de la Tunisie, de la Zambie et du Zimbabwe. Les fonctionnaires africains ont également participé à 15 séminaires à l'Académie pour les Fonctionnaires du Commerce international (AIBO) au sein du ministère du Commerce, l'institut phare de la Chine pour la formation des fonctionnaires étrangers.

Le programme d'études de l'AIBO encourage systématiquement l'adoption des méthodes de gouvernance de la Chine. L'objectif d'apprentissage du « Séminaire sur les fonctionnaires pour les pays en développement » est le suivant : au cours de la formation, le parcours de développement du peuple chinois mené par le PCC depuis « se lever », « s'enrichir » et « devenir fort » sera présenté, en particulier les réalisations remarquables de la Chine en matière de développement économique et social au cours des 40 dernières années. »

L'expansion des écoles et des programmes de formation du parti et du gouvernement africains financés par le PCC est une évolution à surveiller en 2025. L'école de leadership Mwalimu Julius Nyerere en Tanzanie, l'école d'idéologie Herbert Chitepo au Zimbabwe, l'école du parti central du PCC, l'Institut Chine-Afrique (CAI), l'académie des Sciences de Chine (CAS) et les écoles provinciales du PCC mènent tous ce type d'activités en Afrique. Certains partis au pouvoir en Afrique, en particulier ceux qui sont préoccupés par la survie du régime, admirent les méthodes de contrôle absolu du PCC, mais les mouvements prodémocratiques les considèrent comme un danger pour la démocratisation de l'Afrique et sont très critiques à l'égard des vastes programmes chinois de construction du parti.

Promouvoir la modernisation et l'ouverture de l'armée chinoise

Le 47e groupe opérationnel d'escorte (ETG) de la marine de l'APL devrait arriver dans le golfe d'Aden, au large de la côte somalienne, au début de l'année 2025. Il s'agit du destroyer lance-missiles guidés de type 052D Baotou, qui effectue son premier déploiement en Afrique. La frégate lance-missiles guidés de type 054A de la classe Jiankai, Honghe, effectue également son premier déploiement en Afrique. Deux hélicoptères navals et 700 soldats de l'APL, y compris des forces spéciales, devraient participer à la formation militaire chinoise en Afrique en 2025.

Les flottilles navales chinoises sont déployées en permanence en Afrique depuis 2008 et constituent les premiers déploiements outre-mer de la Chine en dehors du Pacifique occidental. Il s'agissait au départ de missions de lutte contre la piraterie, auxquelles se sont progressivement ajoutés des exercices en mer et à terre, l'évacuation de ressortissants chinois et de pays amis, des escales navales et la protection des voies maritimes. Les distances à parcourir pour ces missions et leur complexité croissante permettent à l'APL d'utiliser les domaines maritimes africains comme terrain d'essai pour des « opérations hors zone ». La première base navale de la Chine à l'étranger, à Djibouti, et les futurs arrangements potentiels en matière de bases à double usage soutiennent cet objectif plus large.

L'Afrique de l'Ouest occupera probablement une place plus importante dans le programme d'entraînement de l'APL en 2025, étant donné que la Chine souhaite étendre ses patrouilles au golfe de Guinée, une région riche en minerais et où les opérations de pêche chinoises sont importantes. En 2025, la Chine lancera un programme visant à former 6000 officiers supérieurs africains, 500 officiers subalternes et 1000 agents chargés du maintien de l'ordre d'ici 2027, soit une légère augmentation du nombre de personnes formées avant la pandémie du COVID. L'éducation militaire chinoise est également conçue pour cultiver les liens personnels, professionnels et politiques, ainsi que pour promouvoir les modèles de gouvernance de la Chine, y compris le contrôle de l'armée par le parti. Environ un tiers des 37 établissements d'enseignement militaire professionnel chinois accueillent des étudiants étrangers, originaires pour la plupart de Russie, d'Asie, d'Afrique et, de plus en plus, d'Amérique latine. Parfois, près de la moitié des élèves fréquentant ces écoles sont africains.

L'expansion des initiatives de la Chine en matière d'éducation militaire en Afrique a suscité des inquiétudes parmi les défenseurs de la démocratie qui critiquent le modèle chinois de contrôle par le parti, estimant qu'il promeut un mauvais exemple pour la prochaine

génération de chefs militaires en Afrique. La plupart des constitutions africaines exigent que les armées soient apolitiques et adhèrent aux principes du contrôle civil démocratique et du service de la constitution et de la nation.

OBJECTIFS AFRICAINS

Les trois principaux points de l'agenda africain pour les relations avec la Chine en 2025 sont l'accès au marché, le commerce équilibré et la valeur ajoutée.

Une initiative du FOCAC annoncée en septembre dernier permet à 33 pays africains d'exporter 140 produits en Chine en franchise douanière. Toutefois, d'importantes barrières non tarifaires subsistent, qu'il s'agisse de quotas inégaux, de procédures douanières complexes ou d'obstacles administratifs. Même en les supprimant, les pays africains continuent d'exporter vers la Chine principalement des biens et des produits de base non transformés. Cela signifie que d'importants déficits commerciaux subsisteront alors que les volumes d'échanges augmenteront.

Les pays africains doivent adopter des réformes structurelles et politiques pour progresser dans la chaîne de valeur. Toutefois, pour que ces mesures fassent la différence, il faudra que la Chine prenne des mesures correspondantes, étant donné qu'elle est la première partenaire commerciale de l'Afrique. Certains dirigeants africains souhaitent que la Chine s'engage à réduire et à éliminer les importations de produits africains non transformés. D'autres souhaitent des investissements chinois plus ciblés dans l'industrie manufacturière africaine : « Nous devons cesser d'exporter de la terre », a déclaré le ministre des Mines de la Zambie lors d'une grande conférence pour les producteurs de lithium en 2023.

L'infrastructure reste un élément important pour l'Afrique en 2025, étant donné l'engagement pris lors du FOCAC 2024 par les pays africains et la Chine de mener à bien 30 projets d'infrastructure transfrontaliers d'ici à 2027. La manière dont ils seront classés par ordre d'établissement de priorités, sélectionnés et cofinancés est cependant moins claire. Les gouvernements africains ont demandé à l'agence de développement de l'Union africaine (NEPAD) de prendre la tête de la coordination des responsabilités pour ces projets.

Une nouvelle dimension des relations entre l'Afrique et la Chine est l'importance croissante en Chine des communautés d'intérêts africaines indépendantes. Ces leaders d'opinion représentent un cadre professionnel en expansion de l'expertise africaine pour conseiller les gouvernements africains sur la politique chinoise afin de favoriser un meilleur équilibre, une meilleure prise de conscience et une plus grande responsabilité dans les relations Afrique-Chine.

Les principaux objectifs de ces observateurs indépendants de la Chine sont les suivants :

- Mise en place d'un système de suivi des engagements du FOCAC,
- Promouvoir la transparence financière, en particulier dans les industries extractives,
- Favoriser une plus grande cohérence des stratégies africaines à l'égard de la Chine,
- Proposer de nouveaux modèles de viabilité de la dette.

Les communautés d'intérêts africaines indépendantes sur la Chine, par exemple, souhaitent que le NEPAD soit davantage habilité à élaborer un système de suivi, de contrôle et de publication de rapports réguliers sur les engagements du FOCAC.

Ces communautés d'intérêts ont également proposé d'étendre un modèle de mobilisation des ressources qui canalise le financement chinois des infrastructures par l'intermédiaire d'institutions financières multilatérales africaines (IFMA) telles que la Banque africaine de développement. Cela accroît la transparence et la probabilité que les projets financés par la Chine profitent aux intérêts des citoyens africains, car les IFMA adhèrent à des normes internationales strictes en matière de prêts. En même temps, il offre aux bailleurs de fond un moyen de réduire leur exposition au risque.

Un alignement plus étroit des programmes du FOCAC sur les initiatives africaines telles que l'Agenda 2063 de l'UA et le Programme de développement des infrastructures en Afrique est également une priorité pour les partenaires africains. Si la Chine forme plus de professionnels africains que les autres donateurs, on s'interroge souvent sur le degré d'autonomie des pays africains dans la conception de ces programmes. Certains leaders d'opinion africains suggèrent que la Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF), harmonisée avec l'UA, soit impliquée dans l'élaboration de ces programmes, de la conception à la mise en œuvre. Le projet de reportage Afrique-Chine de l'université de Witwatersrand permet également à de jeunes journalistes africains d'acquérir l'expertise nécessaire en matière de relations entre l'Afrique et la Chine pour améliorer la couverture de ces questions.

Le réseau des Chinois en Afrique et des Africains en Chine (CA/AC) est la plus grande communauté d'intérêts de ce type au monde, avec plus de 1 200 membres engagés dans des recherches de pointe régulières. Leurs efforts ont abouti à la publication par l'Institute for Global Dialogue d'un cadre global pour une stratégie africaine à l'égard de la Chine, avec des chapitres rédigés par les meilleurs spécialistes africains de la Chine.

TROUVER DES SYNERGIES ENTRE DES OBJECTIFS DIVERGENTS

La politique africaine de la Chine s'inscrit dans une stratégie globale visant à créer des dépendances et des interdépendances qui rendent les pays et les régions plus enclins à soutenir les ambitions mondiales de la Chine. Les pays africains, en revanche, n'ont pas de stratégie écrite à l'égard de la Chine. Pourtant, les intérêts africains restent perceptibles et ne sont parfois pas harmonisés avec ceux de la Chine. Les progrès réalisés à l'horizon 2025 seront mesurés en fonction de la capacité à maintenir l'impulsion donnée à la formulation claire des intérêts africains, à institutionnaliser l'appropriation par l'Afrique du renforcement des capacités financé par la Chine et à mettre en place un système permettant de suivre systématiquement les engagements du FOCAC tout en maximisant les avantages pour le continent.